

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 21 JUILLET 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

SOUFRIERE

IL FAUT EXIGER DES

INFORMATIONS SUR LE MA-
TERIEL DE SURVEILLANCE

Ainsi, il n'y aurait plus de danger d'éruption en Guadeloupe. Après quelques heures d'observations et de travaux, les volcanologues des Antilles et ceux venus de France avec Taziëff sont parvenus à cette conclusion. Ils ont, pour mener à bien leurs travaux, bénéficié de l'apport de matériel nouveau qui jusqu'ici avait fait défaut. Il paraîtrait même qu'il n'y a jamais eu de danger, la Soufrière n'étant pas du même type de volcan que la Montagne Pelée. On sait que celle-ci émet lors de ses éruptions des "nuées ardentes" particulièrement dangereuses. Il n'en serait pas de même pour la Soufrière. Celle-ci, aux dires des volcanologues, n'aurait pratiquement jamais connu d'éruptions explosives.

Pour mieux rassurer la population l'administration affirme qu'une grande partie du matériel venu de France avec les volcanologues resterait sur place. Des crédits seraient votés pour améliorer le fonctionnement du laboratoire de physique du globe.

Tout cela est fort bien. Les savants ont probablement raison. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure. Mais étant donné qu'en cette matière il n'est pas non plus possible d'être catégorique, la plus grande prudence doit être de rigueur. En particulier les habitants de la région proche du volcan doivent s'assurer que le matériel est effectivement bien resté à St-Claude et qu'il fonctionne. Il faut exiger de l'administration qu'elle donne à ce sujet toutes les preuves nécessaires. Le passé récent nous a montré que l'administration n'hésitait pas à mentir (lorsqu'elle affirmait il y a quelques mois que le matériel était arrivé alors qu'il n'en était rien).

Il faut exiger que les observations des jours qui vont suivre soient communiquées à la population. C'est le meilleur moyen d'éviter de nouveaux départs, en cas d'alerte sans gravité ou une trop grande insouciance dans le cas contraire. L'information est le meilleur moyen de rendre les hommes aptes à réagir avec sang-froid et efficacité. Dans le cas contraire - la sous-information - on pourrait croire que la préfecture tient à mettre le boisseau sur ces informations pour on ne sait quelles raisons politiques, avouables ou non...

GUADELOUPE

SOFROI

LES TRAVAILLEURS ENTRENT EN LUTTE

Depuis jeudi 8 juillet les travailleurs de la SOFROI sont en grève. Après une interruption, la grève a repris vendredi 16 juillet après l'échec des négociations avec le patron de l'entreprise. Le mouvement s'est durci et des piquets de grève ont fait leur apparition aux portes de la SOFROI.

Le personnel de cette entreprise semble bien décidé à faire triompher ses revendications. Il s'agit essentiellement du salaire minimum à 1650 F soit environ 400 F pour tous, une prime de transport de 150 F, une prime de panier de 30 F et un treizième mois.

La direction a refusé de donner satisfaction à ces revendications et proposé un ensemble de petites choses que les travailleurs ont rejeté.

Face à la détermination des travailleurs, Rimbaud le patron se montre toujours aussi arrogant, tentant d'intimider les travailleurs par des menaces de fermeture de l'entreprise. Mais ces menaces sont restées inopérantes puisque mardi matin les travailleurs en grève au complet étaient rassemblés devant l'entrée de l'entreprise et continuaient leur lutte.

Ils sont maintenant très vigilants. Cela d'autant plus que Rimbaud et ses acolytes tentent de briser la grève en faisant exécuter la nuit certaines tâches.

Le moral des travailleurs est bon. Ils se réunissent chaque soir pour décider de l'action à mener. L'ambiance reste à la lutte.

LIBAN

LES ETATS ARAIBES VEULENT L'ÉCRASEMENT DES PALESTINIENS

Les bombardements continuent sur les camps palestiniens. Les troupes syriennes, aux côtés des phalangistes, interviennent directement pour écraser les Palestiniens.

C'est dans ce contexte que l'ancien président libanais, un des chefs de file de la droite chrétienne vient de déclarer que les Palestiniens devraient être dispersés dans tous les pays arabes. Ce qui évidemment mettrait fin à toute possibilité - ou rendrait infiniment plus difficile - toute organisation des Palestiniens. Frangié dit tout haut ce que tous les états arabes pensent. L'intervention des Syriens avec la complicité de ces états ne vise à rien d'autre qu'à désarmer des opprimés qui, au bord du désespoir, ont pris les armes pour défendre leur cause, pour obliger les états à la prendre en considération.

Aujourd'hui, tous les états arabes qui se disaient les amis et les protecteurs des Palestiniens ne souhaitent qu'une chose les désarmer, les écraser et les disperser dans de multiples camps où ils vivront sans autre possibilité que d'attendre la charité de ces états. Les états arabes, soi-disant "amis" font payer cher au peuple palestinien son re-

fus d'un tel avenir. Car tous ces états, même ceux qui se prétendent "progressistes", sont tous les ennemis féroces des opprimés et des exploités, de Palestine comme de leur propre pays. Et leur haine se déchaîne aujourd'hui, au Liban, faisant des milliers de victimes.

LISEZ

COMBAT OUVRIER
MENSUEL

DIRECTEUR DE PUBLICATION M.E. ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL P.A.P.
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
7ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 63

MARTINIQUE

FERMETURE DE L'AÉROPORT LA NUIT RIEN N'EST RÉGLÉ !

La menace de l'aviation civile de fermer l'aéroport du Lamentin, le soir à partir de 23 H et ceci dès le début du mois d'août, soulève inquiétude et protestation car de nombreux intérêts sont en jeu, que ce soit ceux des capitalistes de l'hôtellerie ou autres. On ne sait pas si le fait que le conseil général se soit prononcé contre une telle intention va dissuader la direction de l'aéroport de mettre sa menace à exécution. En tous cas cette mesure ne peut être considérée que comme rétrograde. En effet alors que les progrès techniques devraient permettre la multiplication des contacts entre la Martinique et la Guadeloupe et d'autres pays, les autorités de l'aéro-

port, par souci d'économie, ont plutôt l'intention de prendre des mesures qui vont à l'encontre de ces possibilités et de réduire un service public. Mais dans toute cette affaire, il y a aussi un autre aspect sur lequel les principaux intéressés, les travailleurs de l'aéroport, ne sont pas consultés.

Certains d'entre eux sont guettés par le licenciement en dépit des déclarations rassurantes de la compagnie Air France.

Les travailleurs de l'aéroport ont intérêt à se montrer vigilants afin de parer à toute tentative de diminution d'horaire répercutée sur leur salaire, et à tout licenciement.

ITALIE

LES GANGSTERS IMPÉRIALISTES ET LE "COMPROMIS HISTORIQUE"

Le chancelier allemand Helmut Schmidt a déclaré au cours d'une interview que la République Fédérale Allemande, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord, dans une réunion à quatre tenue lors du sommet de Porto Rico, pour exercer un véritable blocus financier sur l'Italie au cas où les communistes entreraient au gouvernement.

Il est à l'heure actuelle difficile d'apprécier ce qui a pu pousser Schmidt à faire de telles déclarations : calcul politique, ou indiscretion involontaire.

En tous cas, la prise de position de l'impérialisme américain, soutenu par ses acolytes français, allemand, britannique, révélée par Schmidt est significative à plus d'un titre.

D'abord de ce que les puissances impérialistes ne se gênent pas pour se mêler des affaires intérieures d'un des leurs avec une arrogance cynique. L'indépendance d'un état, même d'un état impérialiste comme l'Italie est une plaisanterie dans un monde dominé par l'impérialisme.

Ensuite, la position ultimatisée des "quatre grands" montre que si l'impérialisme américain ne met plus son veto absolu à la participation gouvernementale d'un P.C., il n'est pas convaincu que

dans le cas de l'Italie, les avantages d'une telle participation pour la bourgeoisie l'emportent sur les inconvénients.

D'autant que malgré l'avance du P.C. d'Italie aux dernières élections, la démocratie chrétienne maintient ses positions, qu'elle n'est donc pas entièrement déconsidérée sur le plan électoral.

La prise de position de l'impérialisme américain sera-t-elle décisive dans le choix de la bourgeoisie italienne d'associer le P.C. au gouvernement ou pas ?

Elle renforcera en tous cas la position de ceux qui voudraient comme Agnelli, le grand patron de Fiat, que le P.C. accepte de soutenir un plan de redressement économique, c'est-à-dire un plan d'ausrérité, sans même un strapontin ministériel.

Le choix définitif de la bourgeoisie italienne n'est pas encore arrêté. Mais il est guidé par la défense exclusive de ses intérêts. Et si, d'aventure, la bourgeoisie italienne préfère surmonter la répugnance de l'impérialisme à associer un P.C. au pouvoir, ce sera parce qu'elle aura considéré qu'elle a besoin du P.C. pour tromper les travailleurs, pour leur faire accepter plus facilement une politique de restriction.

MARTINIQUE CINÉMA UNE DESCRIPTION REVOLTANTE DE L'ESCLAVAGE MANDINGO

S'il est vrai que l'auteur du film a fait des concessions à un certain goût pour la pornographie et la violence, Mandingo reste un tableau réaliste et intéressant sur l'esclavage des noirs en Amérique et en même temps montre l'abjection où descendaient ceux qui vivaient du travail servile.

On y retrouve la vie de l'esclave, de celui qui n'a pas le droit d'apprendre à lire, pas le droit d'avoir une vie familiale mais seulement l'obligation de perpétuer la race de solides esclaves, celui qui doit se battre à mort contre

un autre esclave pour donner un spectacle aux maîtres, celui que l'on peut lyncher sur le faux témoignage de n'importe quelle personne pourvu qu'elle soit blanche.

Ajoutons aussi que l'auteur de "Mandingo" a pris l'heureuse initiative par rapport au livre du même titre, de présenter une certaine révolte chez les esclaves. En donnant une idée de la réalité de l'esclavage, ce film ne manque pas de provoquer chez le spectateur la colère contre l'oppression et l'aviilissement des hommes, noirs ou blancs. Un film à voir.

GUADELOUPE

LES RÉFUGIÉS DES CENTRES D'HÉBERGEMENT CHASSÉS SANS MÉNAGEMENT PAR LA PRÉFECTURE

Vivres coupés, plus de lits, embarquement de gré ou de force dans des transports en commun : c'est presque à coups de pieds au derrière que les habitants de la région de Basse-Terre qui s'étaient réfugiés dans les centres d'hébergement ont été "invités" à rentrer chez eux, que cela leur plaise ou non, qu'ils se sentent ou non rassurés par les propos d'une administration qui leur a largement montré, ces derniers temps, à quel point ses promesses étaient fallacieuses.

Il aura fallu à peine 24 H à l'administration pour "rapatrier" vers Basse-Terre ceux qui avaient fui la Soufrière une dizaine de jours auparavant. Voilà, diront certains, des gens qui savent se montrer "efficaces". Malheureusement, une fois de plus, l'efficacité s'exerce essentiellement en un sens : celui de la répression.

Rappelons-nous, en effet : le jeudi 8 le préfet demande peu ou prou à la population de quitter Basse-Terre et sa région. Dans le même temps, après plusieurs appels, il exige des transports en commun qu'ils se mettent à sa disposition. Ce n'est que très imparfaitement que l'évacuation des gens sera effectuée par ceux-ci. Visiblement, rien n'avait été prévu sérieusement dans ce domaine : la grande masse des gens sont partis par leurs propres moyens, et un certain nombre de personnes, celles qui n'ont pas de véhicules personnels, ont dû attendre vendredi pour partir. On peut se demander ce qui serait advenu si la situation avait été plus grave.

Pour ce qui est de l'accueil dans les centres, on s'en est largement remis à la bonne volonté des municipalités, avec lesquelles la préparation d'une telle situation semble avoir été fort mal faite : la plupart du temps, l'infrastructure nécessaire faisait défaut, comme à Baie-Mahault où pour 2.000 personnes il n'y avait que 800 lits.

A Sainte-Rose, la concertation entre médecins, administration, municipalité, etc... n'eut lieu que le lundi après-midi!

Voilà qui jette une lumière crue sur la prétendue "efficacité" de l'administration, qui nous saoule de belles paroles sur son comportement. On se garde bien de déclencher le plan ORSEC, ce qui mettrait en évidence le fait que rien n'a été préparé : on parle de "pré-alerte", en laissant aux autres le soin de se débrouiller, avec les moyens du bord, pendant plusieurs jours.

Mais dès qu'il s'agit de remettre les gens au travail, pour permettre aux profits de remplir à nouveau les poches des patrons de la région de Basse-Terre, là, le problème est vite réglé. Et qu'importe que les habitants de la région se sentent rassurés ou pas, qu'importe qu'ils aient ou non l'envie de respirer de l'hydrogène sulfureux : maintenir les centres d'hébergement, c'est "gaspiller les deniers de l'état", ces deniers dont on est beaucoup moins avare lorsqu'il s'agit de construire des résidences préfectorales de plusieurs centaines de millions.

Voilà qui montre une fois de plus au service de quels intérêts agit cette administration.